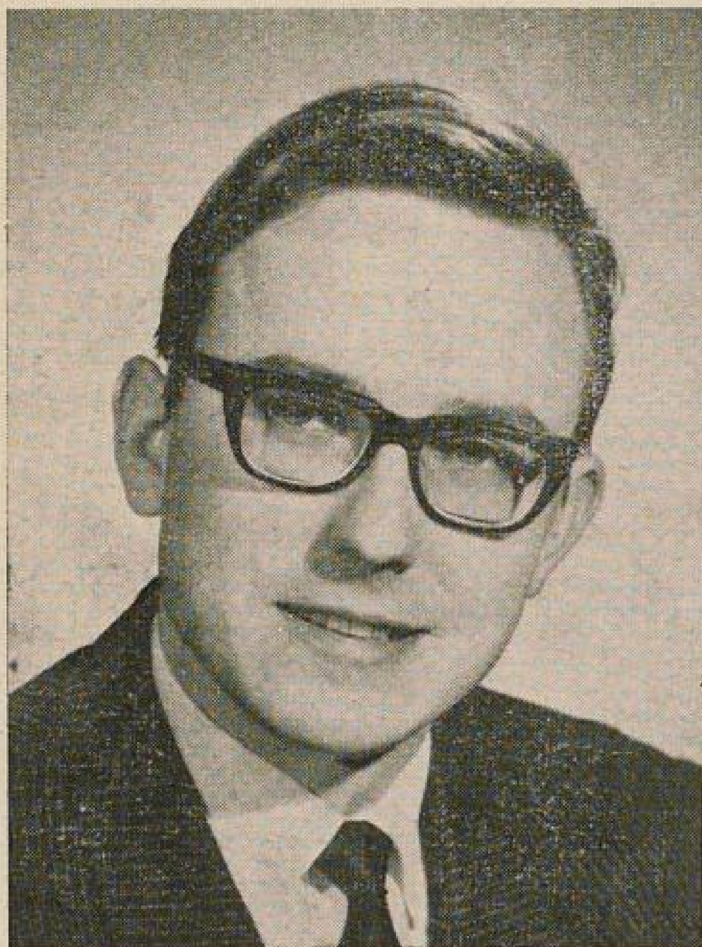
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Elections Législatives de Mars 1967 — Circonscription d'OLORON - ORTHEZ

CANDIDATURE RÉPUBLICAINE D'ACTION SOCIALE ET PAYSANNE



LE CANDIDAT : **Jean-Claude LECLERC,** 24 ans, Avocat stagiaire, Licencié en droit, Diplômé de l'Institut de Sciences Criminelles.

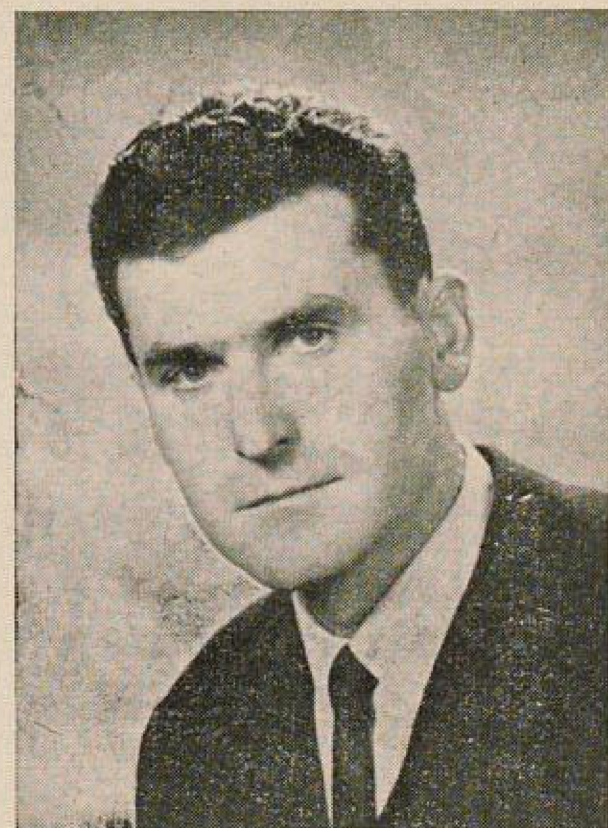
Né à Villeneuve-sur-Lot, Orthézien par sa mère : la famille de Mme LECLERC DORLÉAC (Dransin et Larrouy) a travaillé depuis toujours la terre de la maison de Hayet à Bérenx. Sa famille Orthézienne demeure toujours rue Moncade.

Après des études secondaires classiques au Collège de Villeneuve il se présente au concours des jeunes du CONSEIL de l'EUROPE. Classé 1er du département il est le 5me de FRANCE et participera à ce titre au colloque des jeunes du Conseil de l'Europe à Turin où, à 18 ans, il défendra le Régionalisme, devant les ministres européens.

En Octobre 1961 il est nommé, sur sa demande, surveillant au Lycée de Bayonne où il participe à la vie de la coopérative scolaire.
En 1964, âgé de 22 ans, il est nommé Surveillant Général du Lycée par délégation rectorale.

En Octobre 1965, il participe au VIe Congrès français de criminologie de Toulouse où il est élu secrétaire de la 1re Section (enfance inadaptée). Ses travaux, au congrès, rapportés dans les annales de la Faculté de Droit de Toulouse (Dalloz) lui ont valu d'être agréé, la même année, comme membre de la Société Internationale de Criminologie.

Depuis 1961, salarié au Lycée de Bayonne il poursuivait ses études de Droit à l'Institut d'Etudes Juridiques de PAU.
En Novembre 1966, ses études achevées, il démissionne de l'Education Nationale pour s'inscrire au Barreau.
Le 8 Février 1967, il prête le serment d'Avocat devant la Cour d'Appel de Pau.



LE SUPPLÉANT : **Jean LABRUCHERIE,** 35 ans, Cultivateur, propriétaire-exploitant.

Né à Eysus. Marié. 4 enfants. Responsable depuis 10 ans de diverses organisations agricoles et syndicales du canton d'Oloron. Ancien élève du Collège St-Joseph d'Oloron. Ancien militant de la JAC.

Conseiller Municipal d'Eysus.

Pour vous opposer au

COLLECTIVISME et
aux INCONDITIONNELS

vous VOTEREZ LECLERC - LABRUCHERIE

Imp. Les Presses des Pyrénées - Mourenx

Orthez, le 19 Février 1967

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Conscient de la gravité et de l'ampleur de la tâche que je souhaite accomplir, j'ai aujourd'hui le très grand honneur de faire appel à votre confiance, et quelle que soit votre conviction intime que je veux respecter infiniment, je vous demande de croire en la sincérité de ma candidature qui est celle d'un homme jeune et réellement indépendant qui a décidé de se mettre au service de sa région et de sa Patrie.

Soyez persuadé de ce que l'avenir du Béarn dépend essentiellement des options politiques nationales et non d'une seule politique personnelle et locale.

LA FIDÉLITÉ A L'ALLIANCE ATLANTIQUE est indispensable pour notre sécurité. Nous pouvons, à mon sens, faire l'économie d'une force de frappe qui, en 1970, représentera 1% de la force des Etats Unis d'Amérique et il est urgent de FAIRE L'EUROPE politique qui doit permettre une réorganisation de notre économie et de notre défense. Entamons donc avec la Grande Bretagne des négociations avec prudence certes mais avec la volonté d'aboutir ! Par ailleurs, envisageons l'admission dans le Marché Commun de l'Espagne, compte tenu de la situation géographique du Béarn.

A l'actuel système capitaliste égoiste et anonyme il convient de substituer le CAPITALISME POPULAIRE dont parlent notamment MM. LECANUET et TIXIER-VIGNANCOUR et qui pourrait s'instaurer de la façon suivante :

— allègements fiscaux : possibles si l'on renonce à la force de frappe illusoire et si l'on modère notre aide aux pays sous-développés.

— relèvement des salaires : une étude faite à l'OCDE a démontré qu'un relèvement annuel de 5 à 6 %, en France, était possible et cela permettrait la légitime accession à la propriété qui est la raison d'être de toute économie libérale.

Comme à Turin, en 1961, mon intention est de défendre une réelle politique de DÉCENTRALISATION car le régionalisme peut seul protéger l'Homme contre une technocratie envahissante. Dans une étude récente, M. ABELIN, du Centre Démocrate, a constaté le rôle dérisoire des CODER, ces assemblées économiques régionales qui sont sans pouvoirs, puisque sans autonomie financière. Une politique de décentralisation doit commencer par une répartition équitable des ressources destinées aux Communes, les petites communes ayant des charges trop lourdes pour les revenus qui leur sont distribués comme des aumônes leur interdisant, par la même, toute politique sérieuse d'équipement. Je veux être le candidat du plus beau LIBERALISME, le défenseur de la libre entreprise sous toutes ses formes et particulièrement de l'exploitation familiale.

Si vous êtes pour la défense de nos LIBERTÉS, vous ne pouvez que refuser la planification que l'on veut nous imposer à gauche par le collectivisme et que l'actuelle majorité des inconditionnels sert par la technocratie.

Dites NON au COLLECTIVISME et OUI à la sauvegarde de nos LIBERTÉS dans le Progrès, en m'accordant votre confiance dont je veux ardemment être digne.

«La Démocratie c'est le dialogue» vient de déclarer M. LECANUET et c'est ce dialogue que j'ai commencé avec vous aujourd'hui et que demain nous poursuivrons pour le plus grand bien du BEARN et de la FRANCE.

Candidat Républicain d'Action Sociale et Paysanne